

Mardi (après-midi) 26 janvier 2016

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale**26 2015.RRGR.1104 Motion 278-2015 Müller (Orvin, UDC)
Adaptation des loyers pour économiser dans l'aide sociale**

N° de l'intervention: 278-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 16.11.2015
Déposée par: Müller (Orvin, UDC) (porte-parole)
Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
Cosignataires: 0
Urgence: accordée le 19.11.2015
N° d'ACE: 1570/2015 du 16 décembre 2015
Direction: SAP

Adaptation des loyers pour économiser dans l'aide sociale

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Assurer le suivi et l'évaluation du projet de la ville de Bienne « Service spécialisé des locations » dans le but de procéder à un examen approfondi du postulat de Reto Müller.
2. Prendre en charge le coût de ce service jusqu'à concurrence des économies réalisées grâce à lui sur les loyers et admettre les frais au mécanisme de compensation des charges.
3. Examiner les dispositions à adapter si l'expérience biennoise devait être étendue à tout le canton.

Développement :

La motion PS (Müller) 027-2014 « Adaptation des loyers pour économiser dans l'aide sociale » adoptée sous forme de postulat oblige l'Office cantonal des affaires sociales à étudier s'il est possible de mettre en œuvre les demandes du postulat dans tout le canton et, dans l'affirmative, de quelle manière. De nombreux services sociaux ont entretemps demandé aux bénéficiaires de l'aide sociale d'envoyer une lettre standard à leur bailleur dans le but d'obtenir l'adaptation voulue de leur loyer. Mais, en général, les services sociaux en question n'ont pas les ressources nécessaires, qu'elles soient humaines ou techniques, pour contrôler si les loyers ont bel et bien été adaptés dans toute l'ampleur admise par le droit du bail et si chaque loyer susceptible d'adaptation a bel et bien été adapté. Les services sociaux de Köniz en revanche a pu, malgré ces difficultés, faire contrôler tous les contrats de bail avec le personnel dont ils disposent, même sans connaissances spécifiques du droit du bail. La Ville de Bienne a fait un pas de plus puisqu'elle a créé un service spécialisé des locations (voir ci-dessous).

Sans compter que les services sociaux ouvrent chaque année 20 à 25 pour cent de nouveaux dossiers. Conséquence : l'adaptation des loyers au taux de référence devient une tâche permanente aux proportions non négligeables.

Le Service spécialisé des locations de la Ville de Bienne épaula les bénéficiaires de l'aide sociale dans leurs démarches

- pour faire adapter le loyer aux taux de référence ;
- pour contrôler et contester le loyer initial ;
- pour consigner le montant du loyer sur un compte bloqué en cas de disproportion manifeste entre le loyer et la chose louée.

Les communes citées couvrent leurs dépenses dans ce domaine en puisant dans le forfait administratif. Autrement dit, elles ont dû rogner sur certaines tâches du service social et il n'est pas exclu qu'il en résulte des conséquences financières négatives.

Il est dans l'intérêt du canton et des communes d'exploiter pleinement le potentiel d'adaptation des loyers des bénéficiaires de l'aide sociale. Le canton doit dès lors s'associer au financement

du service spécialisé jusqu'à concurrence des économies ainsi réalisées plus un forfait annuel de 20 000 francs pour les mesures d'évaluation. On aura ainsi la garantie que primo, le canton de Berne ne courra aucun risque financier et que, deuxio, les expériences réalisées par le service biennois seront évaluées et exploitées dans tout le canton.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion Müller (M 027-2014) à laquelle il est fait référence a été déposée en janvier 2014 et adoptée par le Grand Conseil sous forme de postulat à la session d'automne 2014. Sa réalisation est très avancée, les modifications juridiques nécessaires faisant déjà l'objet des travaux législatifs en cours.

Point 1

Le Conseil-exécutif s'était engagé en automne 2014 à vérifier s'il serait opportun d'enjoindre les services sociaux bernois à rechercher systématiquement un ajustement des loyers au taux de référence. La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) avait à tenir compte du projet biennois et à l'accompagner (voir la réponse du Conseil-exécutif à la motion M 027-2014 Müller). A fin 2015, un an plus tard, les jalons sont posés : la SAP prévoit de créer les bases juridiques nécessaires au contrôle régulier des loyers à l'avenir.

Il était effectivement prévu de suivre et d'évaluer le projet biennois de service spécialisé des locations pour les bénéficiaires des prestations sociales. Comme son lancement a été retardé, le dossier n'a pas pu être remis à la SAP. Elle a donc décidé de recourir aux expériences réalisées par les autres communes dans ce domaine, qui se sont révélées précieuses pour la préparation de la stratégie de mise en œuvre.

Point 2

La motion demande au gouvernement de prendre en charge le coût du service de location biennois et d'éventuels projets analogues jusqu'à concurrence des économies réalisées et d'admettre ces frais à la compensation des charges. Elle propose ainsi un modèle d'incitation supplémentaire pour les services sociaux. Une telle incitation aurait un effet ponctuel et plutôt aléatoire dans ce domaine. Sans compter que cela soulèverait un certain nombre de questions essentielles quant à la délimitation.

L'examen des conditions personnelles et économiques des bénéficiaires est une tâche primordiale des services sociaux¹. En fait partie l'obligation d'examiner le principe de subsidiarité² et d'appliquer la variante la moins coûteuse à long terme³. Soutenir les bénéficiaires pour qu'ils obtiennent les réductions de loyers qui leur sont dues, c'est-à-dire diminuer le coût de l'aide sociale ou le maintenir le plus bas possible, fait donc d'ores et déjà partie de la mission des services sociaux selon les dispositions légales. Créer un modèle d'incitation équivaldrait donc à récompenser les services sociaux de manière supplémentaire dans un domaine qui relève déjà de leurs tâches.

Le modèle proposé n'indique pas non plus la charge nécessaire pour attester et contrôler les économies réalisées. Les relever et calculer la participation engendreraient une lourde charge administrative supplémentaire tant pour les services sociaux que pour le canton, qui ne vaudrait la peine que si les économies ainsi réalisées étaient considérables. Les expériences de divers services sociaux montrent que ce n'est pas toujours le cas.

Point 3

Les mesures et les dispositions doivent tenir compte de l'hétérogénéité du canton de Berne, comme cela ressort des indications des services sociaux interrogés. Les services sociaux sont tenus de contrôler l'adaptation des loyers au taux de référence et d'aider les bénéficiaires de l'aide sociale à faire valoir leurs droits.

¹ Art. 19, al. 1, lit. b de la loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc ; RSB 860.1)

² Art. 9, al. 2 LASoc

³ Art. 31, al. 2, lit. d LASoc

Quant à imposer le modèle proposé par la motion, cela contredit le principe d'individualisation⁴ et ne peut pas être appliqué juridiquement. Comme indiqué dans la réponse à la motion 027-2014, aucune base légale ne lie les bailleurs aux services sociaux, ces derniers ne peuvent donc pas s'adresser aux premiers directement. Les locataires sont donc les seuls à pouvoir demander les réductions de loyer et à faire en sorte de les obtenir. Les services sociaux exercent une fonction de soutien.

Cependant, le droit devrait mentionner à l'avenir que les frais d'avocat au tribunal des baux peuvent être admis à la compensation des charges de l'aide sociale, pour décharger les communes.

Conclusion

La réalisation du postulat adopté est bien avancée. Les avis des services sociaux interrogés ont été pris en compte et les adaptations législatives sont en préparation. Le Conseil-exécutif estime qu'il n'est pas nécessaire de ce fait d'approfondir le suivi du projet biennois.

En raison de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose de rejeter la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Grossrat Müller hat Ziffer 1 der Motion zurückgezogen. Die Ziffern 2 und 3 wandelt er in ein Postulat. Der Regierungsrat lehnt die Motion ab. Wir führen eine freie Debatte. Grossrat Müller hat das Wort als Postulant.

Mathias Müller, Orvin (UDC). Sozialhilfebezüger zahlen wie die meisten Leute im Kanton Bern auch Mieten. Diese Mieten werden anhand des Referenzzinssatzes festgelegt. Wer eine Miete bezahlt, die auf einem Referenzzinssatz basiert, der höher ist als der heute geltende, hat die Möglichkeit, auf den nächsten Kündigungstermin eine Senkung des Mietzinses zu beantragen. Nun ist es jedoch eine Tatsache, dass etlichen Sozialhilfeempfängern schlicht die Kompetenzen fehlen, diese Mietzinssenkung selbst einzufordern. Das wiederum hat zur Folge, dass bei Sozialhilfeempfängern nicht selten Mietzinse bezahlt werden, die zu hoch sind. Das heisst, dass der Kanton hier Steuergelder verschleudert. Wenn die Mietzinsreduktionen bei den Sozialhilfeempfängern konsequent eingefordert würden, hätte dies ein gewisses Potenzial für Einsparungen im Bereich der Sozialhilfe, und zwar Einsparungen, die nicht auf Kosten der Sozialhilfeempfänger gehen würden.

Die Regierung lehnt meinen Vorstoss, den ich in ein Postulat gewandelt habe, ab. Dies mit der Begründung, im Grunde genommen sei es bereits die Aufgabe der Sozialdienste, solche Mietzinsreduktionen einzufordern. Ich zitiere aus der Antwort: «Anstrengungen, die Klientinnen und Klienten bei der Durchsetzung von rechtlich zustehenden Mietzinsanpassungen zu unterstützen und damit die Kosten in der Sozialhilfe zu senken bzw. möglichst tief zu halten, gehören grundsätzlich bereits, gestützt auf die geltenden rechtlichen Grundlagen, zum Aufgabenbereich der Sozialdienste.» Das stimmt. Das Problem ist aber, dass es eigentlich gar nicht gemacht wird. Weshalb wird es nicht gemacht? Vielfach fehlen den Sozialarbeitern die entsprechenden mietrechtlichen Kompetenzen. Oder es fehlt ihnen schlichtweg die Zeit – und das ist wohl am häufigsten der Fall. Sie haben nämlich noch alle möglichen anderen Aufgaben zu erfüllen. Dennoch haben etliche Gemeinden in diesem Bereich bereits Massnahmen ergriffen. Diese gehen von Standardbriefen, die verschickt werden, bis hin zu einer Mietfachstelle mit 2,7 Stellen, wie in der Stadt Biel. Für die Gemeinden, die das machen, bedeutet es einen gewissen Mehraufwand, der auf Kosten von anderen Tätigkeiten geht. Die Gemeinden finanzieren die diesbezüglichen Sonderaufwendungen über kantonale Fallpauschalen, was wiederum dazu führt, dass andere im Rahmen der gesetzlichen Rahmenbedingungen wahrzunehmende Aufgaben vernachlässigt werden. Dadurch werden allenfalls auch negative Kostenfolgen generiert.

⁴ Art. 25 LASoc

Meines Erachtens liegt es im unmittelbaren Interesse des Kantons und aller Gemeinden, das vorhandene mietrechtliche Potenzial im Bereich der Sozialhilfe umfassend auszuschöpfen. Es wäre deshalb wünschenswert, dass sich der Kanton an solchen Projekten, wie sie in Biel, in Köniz oder in Langenthal bereits stattfinden, beteiligen würde, und zwar höchstens bis zum Umfang der erzielten Kosteneinsparungen. Für den Kanton entsteht damit kein finanzielles Risiko – im Gegenteil: Es wäre eine Motivation für die Gemeinden, in diesem Bereich tätig zu werden und die Kosteneinsparungen in der Sozialhilfe über die Mietzinsreduktionen einzuführen. Ich wiederhole: Es wäre eine Möglichkeit, im Sozialhilfebereich einmal nicht auf Kosten der Sozialhilfeempfänger zu sparen. Deshalb wäre ich froh, wenn der Rat dem Postulat zustimmen würde.

Le président. Wünscht Grossrat Brönnimann, der Mitmotionär, das Wort? – Das ist nicht der Fall. Damit kommen wir zu den Fraktionsvoten..

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Die FDP unterstützt die Ziffern 2 und 3 des Vorstosses in Form eines Postulats. Eine Motion hätten wir nicht unterstützt. Deshalb sind wir dankbar, dass die Motionäre ihren Vorstoss gewandelt haben. Mit der Motion von Grossrat Reto Müller wurde vormals der Grundstein für das Anliegen, das wir heute behandeln, gelegt. Ich gebe an dieser Stelle noch meine Interessenbindung bekannt: Ich bin auf der einen Seite Mitglied des Hauseigentümerverbands, und auf der anderen Seite habe ich die Fälle des Sozialamts Langenthal vertreten, um die Herabsetzungsbegehren durchzuführen. Es geht bei dieser Anpassung der Mietzinse an den Referenzzinssatz, wie Grossrat Mathias Müller vorhin ausgeführt hat, um einen gesetzlichen Anspruch, der gegeben ist. Der Vermieter hat grundsätzlich weder eine relative noch eine absolute Anpassungsmöglichkeit. Sie ist grundsätzlich gegeben. Grossrat Mathias Müller hat vorhin das Wesentliche bereits gesagt. Wir alle wollen in der Sozialhilfe Kosten sparen, und zwar nicht nur im Grundbetrag. Denn bei den Sozialhilfeempfängerinnen und -empfängern zahlen letztlich wir die Mieten. Wenn ich in Langenthal diese Verfahren führe, versuche ich dies so weit als möglich kostengünstig zu machen, wie es auch der Idee des Vorstosses entspricht. Ich versuche, teure Schlichtungsverfahren zu vermeiden und wenn möglich gleich eine Vereinbarung zu schliessen, das Telefon in die Hand zu nehmen und mit dem Vermieter zu sprechen. Das wäre grundsätzlich die Idee.

Gegenüber der Forderung von Grossrat Mathias Müller bezüglich der Einsparungen, die erzielt werden können, bin ich mit Blick auf die Überprüfung etwas skeptisch: Da muss ich der Antwort des Regierungsrats Recht geben. Das ist vermutlich sehr aufwendig. Aus meiner Sicht gibt es gewisse Variablen, die nicht berücksichtigt werden können, beispielsweise gerade wenn ein Mietverhältnis aufgelöst wird. So konkret wird man wohl nicht rechnen können. Ob eine Mietfachstelle das richtige Instrument ist, kann man überprüfen. Das ist unbestritten. Deshalb unterstützen wir, wie gesagt, den Vorstoss als Postulat. Persönlich erachte ich es jedoch wiederum unter Berücksichtigung der Kosten nicht unbedingt als notwendig, eine neue Struktur aufzubauen, die ihrerseits mit Kosten verbunden wäre. Denn man kann das Problem aus der Nähe regeln, wie ich es vorhin dargestellt habe. Das absolut Sinnvollste wäre allerdings, wenn die Vermieter diesem Anspruch von sich aus nachkommen würden, denn es handelt sich um einen gesetzlichen Anspruch. In dem Fall müsste man weder Mietfachstellen noch Anwältinnen und Anwälte finanzieren.

Christine Schnegg, Lyss (PEV). Ich fasse mich kurz und nehme es vorweg: Die EVP-Fraktion unterstützt die verbleibenden beiden Ziffern im Sinne des Einreichers ebenfalls als Postulat. Wir hatten bereits die Motion Reto Müller unterstützt und sind überzeugt, dass Anpassungen der Mietzinse in der individuellen Sozialhilfe Einsparungen bringen können. Das Beispiel von Langenthal hat uns das damals zahlenmässig bekanntlich vor Augen geführt. Die Abklärungen der Mietverhältnisse der Sozialhilfebeziehenden sind jedoch speziell aufwendig und erfordern zum Teil juristische Kenntnisse, wenn es darum geht, die Anpassungen durchzusetzen oder Entscheide anzufechten. Das haben wir vorhin von Grossrätin Zumstein gehört. Wie der Postulant sind wir der Meinung, dass die Sonderleistungen auf den Sozialdiensten speziell abgegolten werden sollten. Das Postulat verlangt bekanntlich nur eine Abgeltung in der Höhe der Einsparungen durch die Anpassungen der Mieten. Der Kanton geht damit kein Risiko ein. Die Ausgaben werden in dem Sinn nicht steigen. Insbesondere die grösseren Gemeinden, die viele Fälle überprüfen müssen, sollen aus unserer Sicht Unterstützung erhalten, wenn eine Mietfachstelle oder ähnliche Projekte initiiert werden sollen. Deshalb unterstützt die Fraktion EVP den Vorstoss in den Ziffern 2 und 3 als Postulat.

Daniel Bichsel, Zollikofen (UDC). Das Anliegen des vorliegenden Vorstosses können wir seitens der SVP-Fraktion im Grundsatz nachvollziehen. Es schliesst im Wesentlichen auch an das in analoger Sache bereits überwiesene SP-Postulat an. Da sind die Umsetzungsarbeiten seitens des Kantons schon weit fortgeschritten, wie wir der regierungsrätlichen Antwort entnehmen konnten. Dennoch sollen die Sozialdienste grundsätzlich verpflichtet werden, die Anpassungen der Mietzinse an den Referenzzinssatz zu überprüfen und die Sozialhilfebeziehenden bei der Durchsetzung ihres Rechtsanspruchs zu unterstützen. Die Überweisung des damaligen SP-Postulats geschah nicht zuletzt in der Erwartung, dass bei der Umsetzung bzw. bei der Prüfung der einzelnen Fälle mit Augenmass vorzugehen sei, insbesondere bei denjenigen Fällen, in denen die Sozialhilfebeziehenden bereits von einem sehr günstigen Mietzins profitieren. Wir würden es als ausserordentlich ungeschickt betrachten, wenn man mit flächendeckenden und systematischen Senkungsbegehren – vor allem auch solchen von wenigen Franken auf tiefem Niveau – Vermieter womöglich davon abhalten würde, künftig überhaupt Wohnraum an Sozialhilfebeziehende abzugeben. Der vermeintliche Spareffekt könnte damit ins Gegenteil kippen. Das wollen wir sicher nicht. Bei Ziffer 2 haben wir auch gewisse Zweifel, ob sich der administrative Aufwand zur Ermittlung des künftigen zum Lastenausgleich zugelassenen Aufwands in einem vernünftigen Mass halten würde. Im Sinne eines Prüfungsauftrags wird die SVP-Fraktion den Ziffern 2 und 3 in der Form eines Postulats mehrheitlich zustimmen.

Vania Kohli, Berne (PBD). Uns geht es gleich wie der EVP. Deshalb fasse ich mich noch kürzer. Als Motion hätten wir den Vorstoss nicht unterstützen können. Grossmehrheitlich werden die Ziffern 2 und 3, die nicht zurückgezogen, sondern in ein Postulat gewandelt wurden, jedoch von der BDP unterstützt.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Seien wir nicht päpstlicher als der Papst. Die Motion oder das jetzige Postulat geht in eine Richtung, die sinnvoll ist. Aus diesem Grund ist es der glp auch nicht klar, warum der Regierungsrat oder besser gesagt die GEF den Vorstoss nicht schon als Postulat angenommen hat und damit signalisiert hätte, dass zwar die Stossrichtung stimmt, man aber noch nicht am Schluss des genialsten Wegs ist. Mit dem Rückzug von Ziffer 1 wird die Spannweite geöffnet, damit verschiedenste Projekte, über die derzeit diskutiert wird, vermehrt geprüft werden können. Das ist sinnvoll. Wenn wir etwas gelernt haben, dann dies, dass die Praxis meistens die besseren Erfahrungen macht und nachher praxistaugliche neue Instrumente zur Verfügung stellt. Mit Langenthal und Köniz haben wir zwei Gemeinden, die genau diesen Weg gehen. Es ist sinnvoll, jetzt mit diesem Postulat nachzustossen und weitere Varianten zu prüfen. Nicht zuletzt wissen wir alle, dass aufgrund der Frage von Angebot und Nachfrage insbesondere Klienten, die nicht die höchste Wohnkompetenz – so nennen wir es, wenn es um schwierigere Leute geht – haben, Schwierigkeiten haben, überhaupt eine Wohnung zu finden. Es ist doppelt schwierig, von ihnen zu verlangen, eine Mietzinssenkung einzufordern, wenn der Mietzins zu hoch ist. Denn sie werden aus irgendwelchen Gründen – und solche finden sich immer – aus der Wohnung geworfen. Von daher ist es wichtig, neue Wege zu prüfen und insbesondere den Sozialdiensten mit neuen rechtlichen Grundlagen eine höhere und breitere Kompetenz zu geben, selbst zu reagieren. Es ist klar auch sinnvoll, finanzielle Anreize zu bieten und den Gemeinden die Möglichkeiten zu geben, den Aufwand auch über einen Lastenausgleich abzugelten, wenn sie schon genauer hinschauen. In welcher Form das geschehen soll, müssen wir nicht hier diskutieren. Das Postulat ist sinnvoll, und ich bitte den Rat, die beiden Ziffern anzunehmen.

Reto Müller Langenthal (PS). Ich danke vielmals. Manchmal staunt man etwas ob der Argumentation. Denn das, was Grossrat Mathias Müller gesagt hat, habe ich bei dem Postulat, das die SP-JUSO-PSA-Fraktion vormals eingereicht hat, eins zu eins auch erzählt. Heute klingt es von beiden Seiten gleich. Damals wurde das Anliegen von manchen Ratsmitgliedern noch vehement bestritten. Die SVP hat den Vorstoss grossmehrheitlich abgelehnt. Ich bin froh, dass es heute anders ist. Der Kopf sei bekanntlich rund, damit das Denken hin und wieder die Richtung ändern könne, sagt Regierungspräsident Käser gelegentlich. So scheint es auch in diesem Fall zu sein. Es ist schön, haben auch die SVP und grosse Teile des Grossen Rats gemerkt, dass man hier sparen kann. Es ist so, wie Grossrat Mathias Müller gesagt hat: Es ist ein Sparen in der Sozialhilfe, aber nicht auf dem Buckel der Sozialhilfebeziehenden. Diese Aussage, die sonst immer nur von unserer Seite kam, ist sehr schön. Deshalb stimmen wir heute den zwei Ziffern ebenfalls in Form eines

Postulats zu. Die SP ist der Meinung, dass es Sozialdienste gibt, die das heute machen und diesen Aufwand auf sich nehmen. Einige wurden auch schon genannt. Diese Sozialdienste haben heute keinen grossen Gewinn, weil die Einsparungen vollkommen zugunsten des Kantons und nicht in den Sozialhilfe- und Lastenausgleich gehen. Dort stellt sich wirklich die Frage, was wir machen sollen und welcher Anreiz den Sozialdiensten gegeben werden soll.

Die administrativen Aufwände in den Sozialdiensten sind aus unserer Sicht in den letzten Jahren stetig gestiegen. Das möchte ich an dieser Stelle betonen. Die KESB stellt andere Anforderungen als früher die Vormundschaftsbehörden. Es gibt mehr Formulare auszufüllen, und zudem werden auch seitens der POM bezüglich Auskünften zusätzliche Anforderungen an die Sozialdienste gestellt. Insofern hat die Administration zugenommen, und es lohnt sich zu prüfen, wie man in diesem Fall, in dem der ganze Kanton davon profitiert, die Administration entlasten könnte. Es hiess, viele Vermieter würden bereits Mietzinsreduktionen machen. Wir müssen jedoch diejenigen Vermieter zum Glück zwingen, die dies nicht machen, und müssen die Sozialhilfebeziehenden, welche die nötigen Ressourcen nicht haben, um ihr Recht einzufordern, unterstützen. Eine Möglichkeit, die man prüfen sollte, könnte die Mietfachstelle sein. Weitere Möglichkeiten wären aus unserer Sicht, bei den Sozialdiensten, welche die Überprüfung machen, die Administration zu entlasten oder einen Anreiz zu schaffen, indem die Einsparungen teilweise in den Sozialdiensten behalten werden können. Damit würden die Gemeinden entlastet. Der Regierungsrat soll dies unseres Erachtens prüfen, ob flächendeckend oder nicht. Ich verstehe immer noch nicht, weshalb in der Stadt Bern nur überprüft wird, wenn das Mietverhältnis teurer ist als 1200 Franken. Darauf kann ich mir keinen Reim machen, denn für die Anpassung ist eher entscheidend, wie lange jemand schon in einem Wohnverhältnis lebt, weil dann die entscheidenden Einsparungen getätigt werden können. Die SP unterstützt die beiden Ziffern in Form eines Postulats. Ich danke für die Aufmerksamkeit.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Aufgrund des Rückzugs von Ziffer 1 unterstützt die EDU den Vorstoss in Form eines Postulats, obschon sie erhebliche Zweifel hat, ob sich Aufwand und Ertrag in einem vernünftigen Mass gegenüberstehen werden. Das wird sich jedoch weisen.

Haşim Sancar, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion wird die beiden Ziffern ebenfalls unterstützen, damit eine Prüfung stattfindet. Wir haben indessen auch Zweifel bezüglich des Verhältnisses von Kosten und Ertrag.

Le président. Gibt es Einzelvoten? – Das ist nicht der Fall. Regierungsrat Perrenoud hat das Wort.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je serai relativement bref. Le gouvernement avait dit non à la motion, la motion a été changée en postulat, le point 1 a été retiré, je crois que les arguments ont été posés sur la table et qu'un postulat des points 2 et 3 de la présente motion fait sens.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Es wurde nun einige Male erwähnt, man habe grosse Zweifel, ob Aufwand und Ertrag stimmen. In Köniz wurde der Vergleich gemacht. Wir sehen, wie viel an Personalressourcen wir investiert haben. Im ersten Jahr haben wir 180 000 Franken Ersparnisse erzielt. Das übersteigt die investierten Personalressourcen. Zudem gebe ich zu bedenken, dass im besten Fall vielleicht sogar die Klienten von der Sozialhilfe abgelöst werden können; sie profitieren weiterhin von der tieferen Miete. Dies noch eine Information aus der Praxis. Grossrat Reto Müller aus Langenthal hat auch die Stadt Bern erwähnt, die mit der Begründung des administrativen Aufwands darauf verzichtet, bei Mieten unter 1200 Franken diesen Prozess durchzuziehen. Wir haben festgestellt, dass 60 Prozent der Gesamtersparnis, die wir erreicht haben, bei Mieten unter 1200 Franken erzielt wurden. Das ist eigentlich naheliegend, weil Sozialhilfeklienten meistens in Wohnungen leben, die günstiger sind als 1200 Franken. Mein Fazit aus der Praxis ist ganz klar: Aufwand und Ertrag stehen in einem positiven Verhältnis.

Le président. Wir stimmen ab. Kann ich über die beiden Ziffern gemeinsam anstimmen lassen? – Das wird nicht bestritten. Wer die Ziffern 2 und 3 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption des ch. 2 et 3 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:
Adoption sous forme de postulat
Oui 136
Non 5
Abstentions 2

Le président. Der Grosse Rat hat das Postulat angenommen.